

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 577 12 AOUT 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

« Jésus interrogea ses disciples : Qui les rois de la terre taxent-ils, leurs fils ou les autres ? Pierre répondit : les autres »

EDITO

LA PETITE DANSE DES WALLONS

Bon, on nous dit que certains Wallons rejoindraient volontiers la France et du côté français on regarde d'un œil attendri ce retour éventuel des Wallons vers la France ; ce serait effectivement, dans un certain sens, un retour puisqu'il y eut des moments dans une longue histoire où les frontières de la France allaient bien au-delà de ce qu'elles sont actuellement.

Devant de telles perspectives, il faut raison garder.

La France et la région wallonne sont l'une et l'autre ruinées par le socialisme. Ce n'est pas en réunissant deux boiteux que l'on peut réussir quoi que ce soit de valable.

Le problème des deux pays est non seulement le socialisme mais aussi la dictature Bruxelloise qui est une cause supplémentaire de ruine pour l'une et pour l'autre.

L'un des arguments des Flamands pour guerroyer avec les Wallons jusqu'à les rejeter est que justement les Wallons leur coûtent trop cher à cause de la mendicité à laquelle ils sont réduits. Rongés par le socialisme ils en connaissent particulièrement les fruits vénéneux dont un chômage important.

En quelque sorte, les Wallons cherchent de nouveaux sponsors ! Ils seraient éventuellement heureux de les trouver au sud où les cordons de la bourse sont grand ouverts bien que la bourse soit vide.

Il s'ajoute les problèmes liés à l'immigration, problèmes récurrents dans toute l'Europe. Les Flamands reprochent à leurs « cousins » une moindre résistance à l'invasion étrangère.

Du côté Français, il ne semble pas que l'accueil éventuel soit très désiré, encore que... .

N'oublions jamais que la géo politique veut que dans tous les pays du monde, les acquisitions territoriales et depuis un temps immémorial soient regardées avec gourmandise ; les multiples guerres ouvertes partout dans le monde sont souvent des guerres territoriales.

La phrase mise en exergue ci-dessus sur la possibilité de taxer les autres est révélatrice du penchant des pouvoirs divers à élargir le droit de taxer. Les hommes de l'Etat depuis des millénaires veulent agrandir leurs territoires dans le but principal de taxer les autres.

La petite danse des Wallons est étrange sans que l'on sache vraiment où mène le ballet.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

RETOUR A L'OTAN

La perspective du retour de la France à l'intérieur de l'OTAN va se réaliser alors qu'elle l'avait quitté en 1966. Il est clair pour tous les observateurs qu'en retournant à l'OTAN la France renonce de plus en plus avoir une défense autonome.

Nous attirons l'attention sur un fait incroyable : la réintégration avec le retour complet dans les organes intégrés va générer un besoin de 800 officiers. Il faudra donc prélever cette quantité extraordinaire de compétences sur une armée déjà exsangue.

Une autre information : les Etats-majors de l'OTAN comprennent 11 000 personnes pour 53 000 hommes effectivement déployés en opération ; c'est donc le règne de la bureaucratie avec toutes ses inefficacités.

LA RIBAMBELLE DES NOUVEAUX IMPOTS

Les ministres et les membres des cabinets gèrent dans l'affolement les comptes publics qui sont ingérables faute de faire la rupture promise ; chacun galope dans les couloirs à la recherche d'argent. C'est pour cela que le désordre se complique de plus en plus dans les comptes publics. À cet égard, le ministère du logement a diffusé un communiqué annonçant qu'il allait détourner du 1 % logement environ 800 millions d'euros par an soi-disant pour alimenter le programme de rénovation des banlieues défavorisées ainsi qu'en faveur de l'agence nationale de l'habitat. Pour mémoire, le 1 % logement draine environ 4 milliards d'euros et est en soi une mesure tout à fait pernicieuse dont il faudra que nous reparlions.

Pour combler le trou sans fond de la « sécu », il va taxer les complémentaires santé d'un milliard d'euros supplémentaires. S'ajoute la taxe d'un euro sur des actes choisis arbitrairement.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

LA RUINE PAR LES VILLES

Un de nos correspondants nous écrit ceci.

J'habite une petite ville de 20 000 habitants dans le Vaucluse. La taxe sur l'électricité était de 3 % : d'abord, pourquoi une taxe sur l'électricité ?

Elle va passer à 8 % et voici les motivations annoncées officiellement par la mairie qui pourtant est présumée de droite.

Il est indiqué que le maximum de la taxe est de 8 % et que dans cette commune elle n'a pas bougé depuis 1966. Cela veut donc dire qu'une taxe quelle qu'elle soit a pour vocation à augmenter et qu'il est anormal qu'elle n'augmente pas.

L'opposition présumée de gauche s'oppose au projet. La mairie a répondu avec hauteur que la même opposition ne pourra pas s'opposer lorsque que la mairie dépensera de l'argent pour les citoyens : cela veut donc bien dire que la mairie considère que son travail est de dépenser de l'argent.

Bien entendu, l'on ajoute l'argument habituel que le coût de l'électricité n'augmentera pas beaucoup.

ILS SONT INCORRIGIBLES

La SNCF joue un rôle important dans la ruine de la France. Tout le monde le sait.

Guillaume Pepy, son nouveau président, a réuni son équipe pour un séminaire haut de gamme de deux jours à Chamonix.

Coût de la fête : 20 000 euros.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser sans modération)

LUNDI 11 AOUT 2008

LE CAC 40

Il est extrêmement difficile de parler de la prospérité des grandes firmes françaises, tant cette question semble lointaine des préoccupations quotidiennes de nos concitoyens. Le simple emploi du terme de « CAC 40 » évoque des opérations ésotériques et mystérieuses associées à des pratiques plus ou moins critiquables de parachutes dorés. Si l'on ajoute que le célèbre indice n'est qu'un artifice chiffré, comme beaucoup de statistiques, quelle foi lui accorder ?

Or cette distance avec le panier de la ménagère n'est qu'apparente, car le seul moyen de donner du pain à tous et, en particulier, à ceux qui n'en n'ont pas est de créer partout de la richesse.

Il faut donc saluer le fait que les profits des 40 plus grandes firmes françaises sont en hausse. Citons pêle-mêle : Total, Lafarge, Vallourec, France Telecom, Peugeot, Schneider électrique ; avec beaucoup d'autres elles ont maintenu ou augmenté leurs ratios rapport à 2007. L'avenir, malgré les incertitudes s'annonce favorable : pour 2008, Danone prévoit une croissance du chiffre d'affaires de 8 % et une progression du bénéfice par action d'au moins 15 %.

Dans cette constatation, il y a plusieurs bonnes nouvelles.

Cela veut dire qu'il y a encore en France des équipes de direction capables de tirer parti des conjonctures les plus difficiles et les plus incertaines. Cela signifie aussi que, peut-être, le monde entier commence à sortir de la zone de turbulences ouvertes il y a environ un an à la suite de la crise des subprime aux Etats-Unis, de la hausse du pétrole et de nombreuses autres circonstances.

Il reste, toutefois, des bémols importants à mentionner dans l'appréciation de ces événements favorables.

Dans la plupart des groupes intéressés, l'essentiel des profits se fait à l'étranger. On est obligé aussi d'observer que, même si la partie française est encore bénéficiaire, elle l'est moins que la partie étrangère. Le socialisme qui paralyse la France depuis des décennies, avec une accélération marquée sous le nouveau règne, montre ainsi son visage destructeur.

Et, en outre, au fil des ans, ces groupes investissent de plus en plus à l'étranger. A la fuite personnelle des milliardaires, s'ajoute la lente évaporation de tous les capitaux, y compris d'ailleurs ceux des P.M.E. même si c'est moins visible.

La conséquence parfaitement directe de toute cette évolution est la baisse du pouvoir d'achat et la paupérisation du peuple français qui ne peuvent que s'accélérer.

La France compte aujourd'hui 1 500 000 travailleurs sociaux ; est-ce devenu l'une des professions les plus importantes dans le pays ? Naguère il y avait des assistantes sociales qui n'avaient guère besoin de formation, leur bon cœur et leur intelligence suffisant à tout. Aujourd'hui, la profession comporte de très nombreuses filières avec des centres de formation absolument nécessaires, ne serait-ce que pour gérer les innombrables « dispositifs », causes des malheurs qu'ils prétendent corriger. La prospérité des restos du cœur est visible. Ainsi se creuse le fossé entre la France d'en bas et les politiques abreuvés par la « rivière argentée » des fonds publics qui crée la pauvreté des autres.

Il est aussi une autre conséquence que l'on perçoit mal et qui pourtant s'observe couramment tous les jours. Les patrons de ces grandes firmes, qui restent encore souvent Français dans leur cœur, s'arrangent très bien de la décadence de la France car ils savent la gérer pour ce qui les concerne. Ayant un formidable potentiel médiatique, à la différence des propriétaires de P.M.E., ils abondent souvent dans le sens de la Pensée Unique Totalitaire (P.U.T), au lieu de former le public à la vérité : ils contribuent ainsi à accélérer la déroute où, d'ailleurs, ils pourront un jour être eux-mêmes engloutis.

Dans un tout autre domaine, une nouvelle intéressante est l'intervention de l'armée en Italie. Elle semble arriver à bout de l'odieux problème des ordures ménagères à Naples. Maintenant Berlusconi lui ouvre la possibilité de concourir au maintien de l'ordre. J'ai souvent dit et écrit qu'un pouvoir de droite devrait entreprendre sans tarder la « reconquista » des nombreuses parties territoire national abandonnées à des bandes étrangères à nos coutumes ; cela ne pourra se faire qu'avec une action coordonnée de toutes les forces de l'ordre dans lesquelles il sera nécessaire de comprendre l'armée. Celle-ci y trouverait une occupation autrement plus utile que celle qui consiste à gesticuler à l'extérieur dans des conflits obscurs et lointains.

Les mauvaises consciences qui pilotent les médias « officiels » s'offusqueraient de telles interventions et tenteraient d'y faire obstruction : ce serait bon signe.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

CITATIONS

MELENCHON (Sénateur socialiste) :

« Soljenitsyne a été gavé d'honneurs, parce qu'il était avant tout un homme de droite »

L'HUMANITE :

« Ses livres ont révélé le goulag »

NDLR : Bien le journal « l'humanité » faisait mine de ne pas connaître le goulag. Mais tous ceux qui ne voulaient pas être aveugles connaissaient le goulag. Le mérite de l'écrivain fut de le décrire avec grand talent et de lutter de toutes ses forces pour la liberté.

REVUE DE PRESSE

BERNARD TAPIE LE VEINARD

Ce Bernard Tapie est un veinard.

Le Crédit Lyonnais avait été condamné à lui verser 135 millions. Au lieu de suivre la marche normale d'un procès, les deux parties ont convenu de se soumettre à trois arbitres jugeant en dernier ressort. C'est très inhabituel quand il y a dans l'affaire un organisme d'Etat ce qu'était le Crédit Lyonnais à l'époque. Résultat des courses : 400 millions pour ce veinard et 300 000 euros d'honoraires pour chaque arbitre. Heureusement pour le veinard, deux des arbitres étaient très proches du pouvoir. Deuxième coup de chance. Le préjudice moral, selon la presse, a été évalué à 45 millions. Nous autres, misérables, quand nous subissons un préjudice moral, nous avons droit à un euro de dommages et intérêts.

« Que vous soyez grands ou misérables » disait la Fontaine !

CREDIT D'IMPOT DEMENAGEMENT

Parmi les odieux dispositifs qui veulent corriger les calamités organisés par le pouvoir, se trouve ce crédit d'impôt. Il s'agissait dans les cerveaux des princes d'aider les chômeurs à déménager pour trouver un emploi. 80 % des bénéficiaires se sont trouvés en redressement après avoir touché le lot. Le motif est que l'usine à gaz était tellement compliquée à comprendre que le formulaire n'était pas clair. Il y aura des remises gracieuses.

LES BREVES

LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE

Thierry Saussez est délégué interministériel à la communication et directeur du service d'information du gouvernement (SIG). Il annonce fièrement que l'Etat est le huitième annonceur français.

C'est une triste nouvelle car la rivière argentée qui se déverse ainsi dans les médias les asservissent de plus en plus au gouvernement français.

Il ajoute : « Un gouvernement peut prendre les meilleures mesures du monde, elles ne servent que si elles sont mises à la portée des citoyens »

Il n'indique pas évidemment le principal : les interventions multiples et désordonnées de l'État sont tellement complexes à comprendre et contradictoires qu'il faut sans cesse augmenter les dépenses de communication.

Si le gouvernement faisait la rupture qu'il doit faire, il ne créerait pas de lois nouvelles et abolirait des lois anciennes en redonnant aux gens leur liberté ce qui réduirait les problèmes de communication étatique.

Comme il est pas question du tout de cette sagesse, Thierry Saussez demande toujours plus de moyens financiers.

LES BILLETS DE L'UIMM.

Nous sommes presque les seuls dans la presse à avoir présumé que les flots de billets distribués avec tant de largesses par cette organisation syndicale avaient arrosé non seulement les syndicats mais aussi les politiciens.

Le mur du silence commence à se briser. Un ancien dirigeant s'est mis à table et a précisé que les politiques avaient reçu de l'argent. Il va même jusqu'à citer un seul nom celui de Mitterrand ; cette simple citation en dit beaucoup sur les politiciens encore vivants que l'on n'ose pas citer. Sans la nommer expressément il dirige aussi le regard vers la CGT.

Au même moment, le silence de plomb retombe sur le scandale de la vente des frégates à Taiwan : gloire au secret défense qui est plus solide que ne le fut le mur de Berlin.

Roland Dumas qui à l'époque était ministre des affaires étrangères proteste contre le silence. Veut-il par là signifier sans d'ailleurs pas beaucoup de danger qu'il ne comptait pas parmi les chéquards ? En tous cas il dit qu'il les connaît.

LA FAUSSE REFORME DES REGIMES SPECIAUX

Le pouvoir fait clamer par sa propagande qu'il a réformé les régimes spéciaux de retraite. L'association « sauvegarde des retraites » qui analyse avec soin la situation vient de conclure : les quelques sacrifices imposés aux bénéficiaires de ces régimes sont plus que compensés par d'autres avantages.

En effet de nouveaux privilèges ont été arrachés par les syndicats. Par exemple à l'EDF : revalorisation très avantageuse de la grille des salaires, augmentation des pensions, augmentation de l'indemnité de départ à la retraite, introduction d'un régime par capitalisation.

Contre ces avantages donnés immédiatement, ce n'est que bien plus tard que certains alignements d'ailleurs très modérés sur la situation des privés sera réalisée.

En fait, la prétendue victoire du pouvoir est une victoire à la Pyrrhus si l'on tient compte en particulier de ces décalages. Un coût supporté dans le temps a bien moins de valeur qu'un avantage immédiat : personne dans la complexité des comptes n'est capable de faire le calcul de ce qui est une vraie arnaque.

LES PRISONS

La surpopulation des prisons est un des vrais scandales de la République fromagère qui pourtant n'en manque pas ; les Hommes de l'État dépensant sans compter dans des chimères tout à fait inutiles et en particulier en leur propre faveur, n'ont jamais d'argent pour gérer honnêtement les prisons.

Sans porter atteinte à la nécessité absolue de la justice, il est tout à fait anormal que les prisons soient indignes d'un pays civilisé.

La prison d'Orléans est, paraît-il, la plus mauvaise. Son taux d'occupation est de 250 % et les détenus se trouvent à trois dans 9 m².

Honte à ces « politiciens » qui ont laissé se dégrader la situation des prisons.

DOCUMENTS

Nous publions les documents, tels qu'ils nous parviennent ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

MAURICE ALLAIS :

ECONOMISTE OU CHARLATAN ?

Tout en saluant la pertinence, la clarté et la fermeté des propos de Jacques GARELLO, on permettra d'être un peu moins déférent à quelqu'un qui ne doit rien à Maurice ALLAIS¹,

¹ La seule chose que j'aie jamais apprise de Maurice ALLAIS, je la dois à mes propres réflexions sur son erreur radicale quant aux conditions d'application des théories libre-échangistes, qui m'ont permis d'approfondir le rôle des abstractions en théorie économique (cf. note 20).

qui ne l'admire pas² et qui juge mortelle pour la France la manière dont il pousse la droite nationale dans les bras de l'utopie pseudo-conservatrice :

— **A le lire, on constate que Maurice ALLAIS ne sait rien de la philosophie morale ni de la philosophie politique. On peut même douter qu'il sache qu'elles existent comme disciplines rationnelles car ses jugements de valeur, si péremptaires, ne se réfèrent à aucun raisonnement systématique sur les principes moraux, et ceux que l'on peut identifier n'y sont même pas explicites. D'où viennent alors cet égalitarisme, ce parti-pris contre le peuple en faveur des lobbies, ce sacrifice des Droits des pauvres à l'illusion d'assurer la tranquillité des riches ?**

— **Rien ne permet par conséquent de supposer que Maurice ALLAIS possède le moindre équipement intellectuel qui lui permette de discuter du "libéralisme", a fortiori d'en donner des leçons aux autres. Sinon, il saurait que son protectionnisme n'est jamais qu'un aspect consubstantiel du socialisme. A la fois :**

parce que toute intervention de l'Etat est aussi monopoliste que redistributive : les effets du protectionnisme sont les mêmes que ceux du fiscalisme³, et

² Cette phrase insensée : "il n'existe aucune justification, économique ni morale, à ce qu'on autorise les échanges entre pays de niveau de développement économique différent" représente la consommation du *naufnage intellectuel et moral* de Maurice ALLAIS et l'emblème du terrifiant *gâchis de ses dons*, évidemment remarquables, par l'absence de formation philosophique et l'isolement intellectuel que l'enseignement d'Etat lui a infligés comme à tant d'autres Français.

Les études d'ingénieur sont peut-être la plus mauvaise préparation à l'étude de la science économique, car les objets essentiels de la *théorie* économique : la production et les jugements de valeur, sont des phénomènes de la *pensée* ; or, la méthode expérimentale n'a été mise au point que pour étudier les *autres* phénomènes que ceux de la pensée, ce pourquoi ses procédures de recherche les écartent par hypothèse et par principe. Ses moyens de preuve sont donc forcément irrecevables en économie politique et ses formalisations y dévoient le raisonnement. Comme le dit Hans-Hermann HOPPE :

"... toute explication mécaniste des phénomènes sociaux doit être rejetée comme anti-scientifique. [...] La représentation d'une mécanique de l'équilibre social n'est utile que dans la mesure où elle sert à comprendre ce que l'action *n'est pas*, et dans quelle mesure elle se distingue catégoriquement des opérations d'un automate."

("Die österreichische Schule und ihre Bedeutung für die moderne Wirtschaftswissenschaft")

L'économie politique relève en fait d'une autre discipline intellectuelle, complémentaire et qui était pleinement au point lorsque la méthode expérimentale a été élaborée, à savoir la philosophie morale. Quant à l'*histoire* économique, elle exige une culture historique et un esprit de finesse qu'on n'acquiert pas dans les grandes écoles. Bien entendu, les ingénieurs qui se voudraient économistes n'en savent rien au départ. Ils prennent leur entraînement expérimentaliste pour un motif de supériorité alors qu'il est un obstacle majeur à la compréhension. La plupart ne découvrent jamais la méthodologie correcte et leurs conceptions demeurent absurdemment matérialistes, d'où la stérilité de leurs recherches et l'infirmité de leurs jugements moraux (cf. ROTHBARD, *Economistes et charlatans*, Paris, les Belles Lettres, 1991).

D'où aussi ce personnage cocasse et tellement français : le *polytechnicien à la retraite*, exemple de ce à quoi le pouvoir d'Etat réduit l'élite intellectuelle quand il la façonne à ses fins exclusives. Ignorant de la complexité sociale et du Droit, mais forcément plus intelligent que tout le monde, la privation de toute prise sur la réalité en fait un *inventeur de panacées institutionnelles dérisoires*. Maurice ALLAIS en est le parangon, lui à qui aucune gifle salutaire donnée par la réalité sociale n'a jamais corrigé les défauts de sa formation.

³ Dès 1931, dans *Merkantilismen*, sa grande étude sur le système de monopolisation des activités sous l'ancien régime — que l'on appelle depuis le "mercantilisme", l'économiste suédois Eli HECKSCHER parlait indifféremment de "protektionism" (en suédois) et de *fiscalisme* (en français) pour désigner les mêmes politiques.

La seule différence entre les deux, comme le note Hans-Hermann HOPPE, est de psychologie sociale :

parce que l'utopie protectionniste, comme l'utopie socialiste, procède de la même peur de la liberté des autres, de la même aspiration illusoire à maîtriser l'incertitude, trait inéluctable de la condition humaine, par la vanité de contraintes imposées⁴. Il y a une équivalence absolue entre les prétentions théoriques des protectionnistes et celles de la planification centrale soviétique⁵.

"La technique favorite du socialisme démocrate-social est celle du fiscalisme [...] Le socialisme conservateur peut aussi, bien entendu, employer cet instrument ; en fait, il doit forcément en faire usage dans une certaine mesure, ne serait-ce que pour financer l'imposition de ses politiques. Mais l'impôt n'est pas le procédé qu'il préfère, et l'explication doit en être trouvée dans la psychologie de l'utopiste conservateur. Rêvant de maintenir le statu quo [...] la taxation est tout simplement un instrument beaucoup trop progressiste pour atteindre ses buts. Recourir au fiscalisme impliquerait qu'on laisse d'abord se produire les changements [...], pour ensuite, une fois qu'ils seraient apparus, rectifier les choses et rétablir l'ordre ancien. Or, procéder de la sorte ne cause pas seulement un grave ressentiment, notamment chez ceux à qui leurs efforts avaient effectivement permis d'améliorer leur condition, et qui se retrouvent Gros-Jean comme devant ; bien pire, en permettant le progrès pour ensuite tenter de le défaire, l'utopiste conservateur contredirait ses propres rationalisations, lesquelles consistent essentiellement à prétendre qu'une distribution donnée des revenus et des biens serait justifiée parce qu'elle aurait toujours existé. Par conséquent, le socialisme conservateur préfère que les changements ne se produisent pas du tout, et il choisit de préférence des formes d'intervention qui promettent de les empêcher, ou du moins, visent à rendre ces changements moins manifestes."

"The Socialism of Conservatism", Ch. 5 de *A Theory of Socialism and Capitalism*, Dordrecht: Kluwer, 1989, p. 78.

⁴ Si Maurice ALLAIS est tellement mauvais dans les jugements qu'il porte sur l'organisation sociale, c'est qu'à l'évidence, il comprend très mal l'incertitude et ne sait pas traiter l'information dans ses modèles théoriques. C'est probablement qu'elles relèvent d'un raisonnement rigoureux, mais que ni l'une ni l'autre ne se traitent correctement par des équations.

A l'opposé, un excellent ouvrage théorique sur le rôle de l'esprit humain dans la société est le roman philosophique *Atlas Shrugged* de Ayn RAND, dont le chapitre : "The Moratorium on Brains" expose ce qu'implique la peur panique de la liberté des autres qui hante les protectionnistes et autres socialistes, et notamment comment ils détruisent toute régulation sociale lorsqu'ils peuvent lui donner libre cours.

⁵ On en verra la preuve dans la prétention affichée par Maurice ALLAIS de voir confier aux hommes de l'Etat le soin de distinguer les "bonnes" importations des "mauvaises". Cela suppose que les hommes de l'Etat devraient pouvoir juger de l'opportunité des spécialisations *à la place* de tous les entrepreneurs : il s'agit bien de planification centrale, c'est-à-dire, invariablement, de *socialisme*.

En outre, comme *une importation ne peut être "mauvaise"* (gêner un producteur local) *que si elle est "bonne"* (si un acheteur local la trouve à son goût) prétendre imposer une solution "scientifique" à ce qui est forcément un conflit d'intérêts traduit deux autres préjugés typiques du *socialisme* : le mépris a priori de la solution de Droit qui passe par la reconnaissance des possessions légitimes, et l'absurde prétention matérialiste à "définir" une "efficacité productive" indépendamment des *projets personnels* auxquels la notion d'"efficacité" est logiquement subordonnée (cf. sur ce dernier point Murray N. ROTHBARD, "Le mythe de l'efficacité" ch. 6 d'*Economistes et charlatans*).

De même, comme ce conflit d'intérêts n'oppose pas seulement des résidents à des non-résidents mais aussi des résidents *entre eux*, il n'y a pas non plus de moyen d'invoquer un critère d'"intérêt national" contre d'éventuels "salétrangers". Dans la mesure où un raisonnement global est possible, tout ce qu'on peut dire, et de science certaine, c'est que *le monopole "protectionniste" appauvrit le pays*. En empêchant des actes d'échange productif, il a exactement les mêmes effets que le blocus et l'embargo, actes de guerre dirigés contre lui. A la différence près que cette guerre lui est faite par son propre gouvernement, au lieu de l'être par ses ennemis déclarés.

C'est pour cela que *les politiques visant, soi-disant, à l'"autosuffisance"*, sont des politiques de GRIBUILLE. En renchérissant massivement et en permanence les produits dont ses partisans prétendent craindre qu'ils ne soient un jour plus difficilement disponibles, elles *réalisent immédiatement et certainement la pire des éventualités — éloignées — contre lesquelles elles prétendaient nous protéger*. En outre, ce sont encore là des politiques *socialistes*, postulant a priori que ce serait aux hommes de l'Etat d'assumer les décisions — c'est-à-dire aux contribuables de supporter les pertes — relatives aux risques d'approvisionnement et de débouchés. Bien sûr, tout donne au contraire à penser que ces Irresponsables Institutionnels sont beaucoup moins qualifiés pour le faire que des entrepreneurs normaux risquant leur propre argent (cf. notes 19 & 20 *infra*).

- En l'absence de tout raisonnement normatif cohérent de sa part, on est forcé de constater que Maurice ALLAIS profite de la reconnaissance sociale tardive dont il jouit pour présenter comme des oracles de la "science" ses préjugés personnels de petit-bourgeois conservateur, boursier d'Etat et retraité de la Fonction publique⁶. Prétendant à une compétence qu'il n'a pas, l'ingénieur Maurice ALLAIS, dans ses articles du Figaro, nous joue donc pour la philosophie morale la même comédie que la chanteuse Rika ZARAÏ nous jouait pour la médecine avec ses bains de siège. Cette pantalonnade de vieillard abusif discrédite la Science économique française (qui n'en avait vraiment pas besoin) et déshonore le Corps des Mines dont il fait partie.

- En économie politique l'ingénieur Maurice ALLAIS est, de son propre aveu, un autodidacte. L'avantage en est qu'il peut citer de meilleurs auteurs (entre autres, von MISES) que ne le font les "économistes" français de sa génération.

L'inconvénient en est qu'il est fort loin de les comprendre parfaitement, et qu'il ne connaît en moyenne que la moitié des développements théoriques qu'il devrait maîtriser pour parler savamment des sujets dont il traite.

Il semble, en particulier, ne rien savoir de la théorie des choix publics, de la théorie des droits de propriété et plus généralement de la théorie économique des institutions. Associées à son ignorance de la philosophie morale et politique, ces lacunes donnent toujours l'impression que notre prix Nobel d'économie sort de prendre plusieurs verres au Café du Commerce⁷.

- L'incompétence philosophique de Maurice ALLAIS, qu'il doit à sa formation bancaire, l'expose à se méprendre sur les rapports qui existent, et doivent exister, entre la théorie économique et la réalité. En conséquence,

Il a perdu son temps à élaborer des modèles sans pertinence réelle pour une action humaine effective : mécanicisme vain de l'"équilibre général", impasses et contradictions sur la nature de la valeur dans l'étude des rapports entre "croissance" et taux d'intérêt, incompréhension de l'incertitude, associée à la méconnaissance du Droit dans sa "théorie des surplus"⁸.

Il commet des fautes gravissimes (dont on doute qu'à son âge elles soient remédiables) dans ses développements théoriques : par exemple, il prétend que les théories du libre-

⁶ Rien n'empêche un petit-bourgeois conservateur, boursier d'Etat et retraité de la Fonction publique d'avoir raison sur certains points, notamment lorsqu'il brave courageusement le terrorisme intellectuel de la gauche révolutionnaire, dont récemment le chantage à l'antiracisme. Mais cela ne change rien à l'abus qu'il fait de ses titres de savant.

⁷ On notera, entre autres naïvetés, l'autoritarisme risible de ses propositions d'indexation obligatoire des contrats "pour lutter contre l'inflation", de son terrifiant projet de supermonopole étatique à 100 % pour la création monétaire —encore une idée géniale de cet imbécile de RICARDO, des révoltantes confiscations recommandées par sa prétendue "théorie des surplus". Pour finir, bien sûr, par ses "quotas d'importation", merveilleuse invention dont les Hindous n'arrivent pas, depuis vingt ans, à se débarrasser, après qu'elle avait arrêté le développement, multiplié les bureaucrates et installé partout la politisation, l'incompétence, l'arbitraire, et la corruption. Voilà qui prétend nous donner des leçons d'"économie", nous apprendre le "libéralisme". Qu'il aille se faire soigner !

⁸ Raisonner comme si la valeur et la production —qui sont des actes de la pensée— étaient mesurables alors qu'elles ne le sont évidemment pas, et méconnaître la manière dont le Droit contribue à résoudre les problèmes d'information sont deux points aveugles typiques de l'"économie mathématique".

échange ne seraient pas applicables dans certaines conditions alors qu'elles sont de nature logique, et par conséquent aussi universellement vraies que deux et deux font quatre⁹ ; empilant confusion sur confusion, il attribue au libre-échange —à un éventuel

⁹ Méconnaître la nature logique de la plupart des propositions de la théorie économique est peut-être la séquelle la plus lourde que la formation dite “scientifique” (expérimentaliste) puisse laisser dans l'esprit de l'apprenti économiste. Cette incompréhension ne stérilise pas seulement la recherche : prise au sérieux, elle devrait détruire toute connaissance dans les sciences humaines. (Cf. les pp. 243-246 d'*Economistes et Charlatans* et aussi Ludwig von MISES, *The Ultimate Foundation of Economic Science*, où le ch. 8 s'achève par l'affirmation (p. 133) :

"Dans la mesure où le principe empiriste du positivisme logique se réfère aux méthodes expérimentales des sciences de la nature, il ne fait qu'énoncer ce qui n'est contesté par personne. Dans la mesure où il rejette les principes épistémologiques des sciences de l'action humaine, il n'est pas seulement entièrement dans l'erreur. Délibérément, en pleine connaissance de cause, il est aussi en train de saper les fondations intellectuelles de la civilisation occidentale."

Elevés dans le préjugé comme quoi il n'y aurait de preuve qu'expérimentale, ces "scientifiques"-là n'ont aucune habitude de manier les présupposés implicites : ils ne connaissent ni l'interdépendance des concepts ni les concepts axiomatiques et sont donc incapables de comprendre une démonstration purement logique : lorsqu'on leur en présente une (et que son autorité les empêche de la rejeter au nom de leurs a priori), ils défigurent spontanément —et peut-être inconsciemment— ses énoncés pour trouver une possibilité de "test" factuel là où il est rationnellement impossible de l'envisager. C'est l'histoire de l'ivrogne qui cherche son portefeuille, non pas sur le trottoir où il l'a perdu mais sur le trottoir d'en face, parce que c'est mieux éclairé (à cette différence près qu'en l'occurrence, ils se trompent aussi sur l'éclairage).

Les méprises catégoriques d'ALLAIS sur les théories du libre échange traduisent pleinement cette mentalité (cf. notes qui suivent). Mais comme l'a fait remarquer Hans-Hermann HOPPE ("The Intellectual Cover for Socialism", *The Free Market*, février 1988, & "The Socialism of Social Engineering and the Foundations of Economic Analysis", ch. 6 de : *A Theory of Socialism and Capitalism*), ces erreurs-là ne sont pas innocentes non plus : elles servent les intérêts de la caste prédatrice des hommes de l'Etat, dont —comme par hasard— Maurice ALLAIS fait partie.

A partir de la prétention, formellement absurde, à “vérifier statistiquement” les propositions logiques de la théorie économique, un procédé sophistique standard de la technocratie consiste à opposer des résultats idéalement attendus du processus marchand (en général, faisant abstraction de l'incertitude) à ses résultats réels (car l'incertitude existe toujours) pour “constater” qu'ils ne se conforment pas à la situation rêvée et prétendre les améliorer par la force : qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.

Un argument classique de cette sophistique est que les choix de spécialisation ou d'investissement seraient affaire de simple calcul. Pour trouver la solution, il n'y aurait qu'à recenser “toutes les informations” concernant les dotations respectives en facteurs de production. N'est-ce pas ce que les hommes de l'Etat prétendent faire dans leurs administrations ? Les entrepreneurs risquent de méconnaître cet règle si évidente et d'ailleurs, ils subissent des pertes ; ne serait-il pas plus raisonnable de les ramener par la force dans le droit chemin de l'“optimalité” ? On ne peut pas laisser les gens faire n'importe quoi.

En fait, cette idée évidente l'est tellement qu'a priori, *toutes les occasions* réelles d'investir qu'elle offrait sont *déjà utilisées*. L'opportunité des choix présents de spécialisation dépend donc en réalité de la capacité des entrepreneurs à *mieux s'informer* que les autres sur les conditions à venir du marché. Si les technocrates ne se rendent pas compte que leurs statistiques sont par essence trop grossières et trop dépassées pour guider les choix effectifs, c'est parce qu'ils peuvent, eux, *forcer les autres* à payer leurs erreurs. S'ils se croient vraiment mieux capables de juger de l'opportunité des spécialisations, que ne se lancent-ils pas eux-mêmes, *avec leur argent*, dans ces investissements spéculatifs ? Qu'ils entendent au contraire imposer leurs conceptions par la contrainte publique, et donc continuer à *échapper aux conséquences de leurs propres jugements*, atteste suffisamment la vanité de leurs prétentions voire l'hypocrisie de leur démarche.

En d'autres termes, *si Maurice ALLAIS avait raison* dans sa prétention à juger de l'“optimalité” de la spécialisation internationale à la place des entrepreneurs qui y risquent leur propre capital, *il serait l'homme le plus riche du monde, et pas un petit fonctionnaire à la retraite*. Mais l'homme le plus riche du monde c'est Bill GATES, fondateur de MICROSOFT, dont les entretiens nous montrent a contrario ce qu'est un véritable expert en matière de spécialisation, en donnant l'occasion de comparer la prudence de ses jugements sur les marchés aux revendications extravagantes de l'Irresponsable ALLAIS.

choix institutionnel— des inconvénients qui ne sont dus qu'à l'incertitude —à un trait inéluctable de la condition humaine¹⁰).

— D'où l'in vraisemblable incompétence de ses jugements actuels sur l'économie : ses sorties contre le libre-échange nous ont notamment montré un Maurice ALLAIS méconnaissant les chiffres pertinents (ignorant le degré réel de protectionnisme de l'Europe¹¹ le poids relatif des pays à bas salaires dans les échanges extérieurs de la France

¹⁰ C'est le cas des pertes en capital, des pertes d'emplois, des déqualifications que l'on attribue à "la concurrence étrangère" ou au "libre-échangeisme". Accuser les autres de ses déboires, c'est humain ; et quoi de plus facile et irréfutable à la fois que d'identifier le concurrent particulier dont les produits sont venus concurrencer les vôtres, le changement politique brutal qui vous a brusquement exposé à une irrésistible concurrence ? Cependant, ce n'est pas d'*histoire* anecdotique mais de *théorie* sociale qu'il s'agit : ce ne sont pas les *événements* qui sont en cause, mais l'*interprétation* qu'on en fait. Et on peut facilement montrer qui demeure *responsable* de ces pertes, dès lors que l'on demande ce qui se passerait si —par miracle— les entrepreneurs qui s'en plaignent *n'avaient pas pu se tromper* dans leurs choix de spécialisation : si chacun pouvait savoir avec certitude quels investissements sont voués à l'échec par la concurrence *d'où qu'elle vienne*, il ne ferait jamais que les choix gagnants, évitant ainsi *toutes* ces pertes (y compris psychologiques, ne donnant même pas aux conservateurs l'occasion de déplorer la disparition d'activités qu'en fait ils ne regrettent que parce qu'elles se trouvaient être là). S'il n'y avait l'incertitude, par conséquent, *aucun* des inconvénients que l'on prête au libre-échange ne se produirait. Autre manière de dire que *c'est l'incertitude et elle seule qui est la véritable cause des inconvénients que l'on prête à tort au libre-échange*. C. Q. F. D.

On ne peut même pas dire que le libre échange *accroisse* l'incertitude. D'abord parce que celle-ci ne se *mesure pas*, ensuite parce qu'elle dépend de l'*ignorance*, et que c'est la *responsabilité* de l'entrepreneur que de choisir son degré de risque et de *s'informer*. Bien au contraire, étant donné que la "protection" étatique a pour ses profiteurs l'effet grossier d'une assurance subventionnée, il crée nécessairement un *risque moral* : une *incertitude supplémentaire* due à l'irresponsabilité des entrepreneurs protégés (et dont le reste du peuple fera les frais). *C'est donc a contrario le libre échange le plus strict qui réduit au maximum les conséquences de l'incertitude pour une nation donnée*.

On peut en trouver l'illustration dans le fait que ces fameux *panzenti* de notre économie nationale prétendent "détruits par le libre-échangeisme" sont justement des activités "protégées" depuis des décennies, voire depuis un siècle. Comment pourraient-elles souffrir d'un libre-échange qu'elles ne connaissent plus depuis si longtemps ? Ce sont toutes ces années de "protection" qui les rendent incapables de faire face aux concurrences imprévues.

On est donc parfaitement fondé —et les confusions de Maurice ALLAIS montrent à quel point on y a intérêt— à *distinguer strictement* ce qui est dû à l'*incertitude* et ce qui est dû au *libre échange*.

C'est pour cela que les théories du libre échange font *abstraction* de l'*incertitude*. Cela n'implique évidemment *pas* que l'"absence d'incertitude" soit en rien une "condition d'application" de ces théories, ni même que celles-ci constituent une "approximation" du réel. Ces théories sont *exactes*, leurs conclusions *certaines*, leur validité *universelle*. Leur seule limite est que, comme toute connaissance humaine, elles ne décrivent qu'un *aspect* de la réalité sociale, la compétence de l'économiste consistant *aussi* à ne pas se méprendre sur l'aspect dont il s'agit. Que Maurice ALLAIS ne l'ait pas saisi révèle une incompréhension méthodologique radicale, qui en dit long sur ses capacités de savant.

Une fois établies ces distinctions, la conclusion de tous les économistes sérieux depuis deux cents ans apparaît de nouveau dans sa clarté originelle : *le libre échange en tant que tel n'a que des avantages et absolument aucun inconvénient*.

¹¹ Le Professeur Patrick MESSERLIN a bien montré que l'Europe est bien *aussi "protectionniste"* que le Japon et les Etats-Unis —le contraire eût été surprenant, étant donné qu'elle n'échappe pas davantage aux lobbies monopolistes des ploutocrates. La différence entre certains "indices de protection" tient au fait que ceux-ci sont calculés sur les seuls "droits" de douane alors que le "protectionnisme" (massif) de l'Europe sur l'énergie, part substantielle de ses importations, passe plutôt par des "droits" d'accise (la TIPP) ou des subventions. L'"Europe ouverte à tous les vents" est donc —malheureusement— un mythe.

ainsi que l'évolution récente de ses indices de compétitivité, tirant des conclusions folles d'anecdotes quasiment poétiques¹²) et incapable d'interpréter les chiffres disponibles : au moment même où les statistiques du commerce extérieur lui opposaient un démenti spectaculaire et formel¹³, il attribuait à une prétendue "invasion des produits étrangers" la crise de 1993, laquelle était évidemment due à une politique monétaire exceptionnellement restrictive¹⁴.

- Les récents écrits figaresques de Maurice ALLAIS fourmillent en outre de contradictions formelles et d'autres absurdités : contradictions parfois implicites, expliquant qu'elles passent inaperçues des profanes, mais qui n'avaient pas échappé à Milton FRIEDMAN dans la lettre qu'il a adressée à leur auteur, lettre où il s'étonnait par ailleurs de "ne plus reconnaître" le Maurice ALLAIS qu'il "admirait", avec qui il était "presque toujours d'accord".

Etant donné l'accumulation de ses erreurs, et celle des témoignages affirmant (en dépit des impasses de sa formation) avoir connu dans le passé un vrai économiste qui s'appelait Maurice ALLAIS, on est obligé d'envisager aussi l'hypothèse de la sénilité pour expliquer ses excentricités actuelles, et en tous cas celle de l'incompétence crasse, de l'analphabétisme économique à la française, pour expliquer l'approbation que celles-ci reçoivent dans certains milieux¹⁵.

¹² Rappelons que les *faillites partielles et locales* de certaines entreprises, loin de représenter le signe avant-coureur d'une catastrophe générale, constituent au contraire la *preuve que le problème de compétitivité n'est pas national* : s'il l'était, c'est la valeur du change qui monterait. En effet, comme le disait déjà Jean-Baptiste SAY, si une entreprise ne peut faire face à la concurrence, c'est que la demande générale pour ses facteurs de production, *en premier lieu le travail*, est trop forte ailleurs pour lui permettre de couvrir ses coûts. Les questions de compétitivité générale n'existent qu'à cause du taux de change, et on y répond par la politique monétaire (ou mieux encore, par son abolition en instituant la banque libre avec étalon-or).

¹³ Rappelons que les *importations* ont au contraire connu cette année-là un *effondrement* catastrophique de - 8 %, et que l'excédent commercial a atteint un record de 87 milliards, signalant à l'évidence que la crise ne pouvait être due qu'à une *déflation*.

¹⁴ Cf. le maximum atteint par les indicateurs composites des contraintes de la politique monétaire (fonction linéaire du taux d'intérêt réel à court terme et de l'écart taux courts-taux longs) élaborés, à la suite Florin AFTALION et Patrice PONCET, par divers instituts de conjoncture comme CECOGEST (également *monétariste*, et comme eux *adversaire* acharné de la politique du "*franc fort*"), puis REXECODE, etc. à la place de la masse monétaire devenue un indicateur peu fiable.

¹⁵ Comme le disaient deux économistes du GATT dans la seule réponse —trop partielle et superficielle— que *Le Figaro* ait autorisée "au" prix Nobel d'économie (un sur trente-cinq ! Ses dirigeants portent une responsabilité écrasante dans tout le mal que Maurice ALLAIS a fait à lui-même et à la France) : "ce serait une erreur de croire que le débat [sur le protectionnisme] est interne à la profession".

Le plus amusant est peut-être que Maurice ALLAIS en est lui-même convenu, sans voir que c'était là une manière exquise de dire : "*seuls les ignorants prennent au sérieux les divagations du bonhomme ALLAIS*".

Cela dit, tout en étant ultra-majoritaires —hors de France— nombre de soi-disant "libre-échangistes" ne sont pas plus cohérents lorsqu'ils admettent les autres formes de redistribution politique socialiste. Car si les protectionnistes s'illusionnent en croyant voir une politique spécifique dans les interdictions d'acheter aux non-résidents, les démocrates-sociaux ne se trompent pas moins quand ils s'imaginent défendre la liberté d'échanger : leurs politiques redistributives empêchent *tout autant* le développement des échanges productifs que des proscriptions directes. Il faut le répéter : *les interventions de l'Etat, quelles qu'elles soient, ont toutes exactement*

François Guillaumat

les mêmes effets : elles *volent* les uns au profit des autres, sans qu'on puisse précisément cibler les victimes ni même les bénéficiaires ; elles *détruisent* la production ; et, bien entendu, elles s'autorisent de *sophismes*, violent le *Droit* et *démoralisent* la société.

Il n'existe donc, et ne peut exister, qu'une seule catégorie fondamentale d'intervention étatique : la *redistribution politique*, pillarde, destructrice, mensongère et utopiste dans son discours qui, sous ses diverses apparences, aboutit invariablement aux mêmes résultats. Croire qu'il existerait, qu'il pourrait exister une *politique* spécifique du protectionnisme est une *illusion*. Et cette illusion est partagée aussi bien par les *démocrates-sociaux* qui y seraient hostiles (car ils refusent, depuis John Stuart MILL, de tenir compte du fait que voler le produit compromet la production) que par les *protectionnistes* (aveuglés par leurs passions xénophobes et conservatrices sur les pertes et les destructions que leurs politiques favorites infligent aux nationaux).